

UNE SEMAINE QUÉBÉCOISE DES ADULTES EN FORMATION ? OUI, MAIS...

Lucie St-Germain,
pour la coordination du RGPAQ

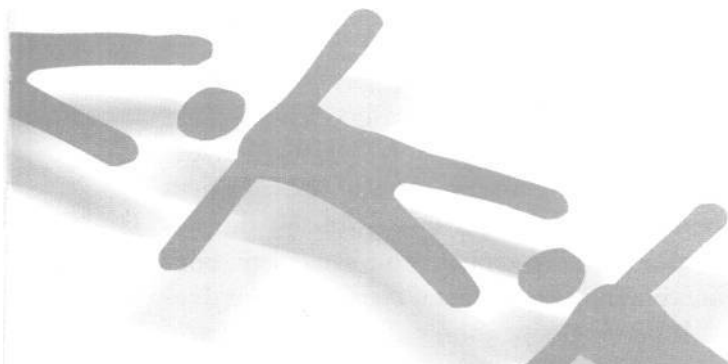
Pour faire suite à ses engagements de la dernière conférence internationale sur l'éducation des adultes à Hambourg, en 1997, le gouvernement du Québec consacrera une semaine par année à promouvoir «une formation tout au long de la vie». Espérons que ce geste s'accompagnera de mesures susceptibles de donner le goût d'apprendre aux adultes.

En octobre 2002 aura lieu, pour la première fois, la Semaine québécoise des adultes en formation. Plusieurs pays ont déjà leur semaine; c'est maintenant au tour du Québec d'organiser la sienne. Un grand nombre d'actrices et d'acteurs ont été mobilisés, aussi bien les adultes en formation que leurs représentantes et représentants du milieu scolaire, du monde du travail et de l'éducation populaire. Le défi est de taille. Saurons-nous le relever ?

L'origine de l'événement

Lors de la 5^e Conférence internationale sur l'éducation des adultes tenue à Hambourg, en juillet 1997, l'UNESCO proposait aux nations participantes d'instituer une «Semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes». Le gouvernement du Québec, comme plusieurs pays, signait la *Déclaration sur l'éducation des adultes* et s'engageait lui aussi à organiser sa semaine. Jusqu'à maintenant, 35 pays ont tenu parole. L'Angleterre en est même à sa dixième édition, organisée en collaboration avec les milieux du travail et de l'éducation !

Chez nous, le projet de mettre sur pied une semaine québécoise a vu le jour à l'été 2000 lors d'une rencontre entre l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), la Fédération des



associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP) et le ministère de l'Éducation du Québec. En avril 2001, le ministre de l'Éducation d'alors, François Legault, confiait à l'ICEA le mandat d'évaluer la faisabilité et l'intérêt d'un tel événement. L'Institut a donc réuni une soixantaine de partenaires venant de divers milieux — scolaire, syndical, éducation populaire, emploi — et de quelques ministères.

Après plusieurs rencontres, il transmettait une série de recommandations au ministre Legault. En résumé, il est ressorti, sur la base des résultats issus de la consultation réalisée auprès de la soixantaine de partenaires, que le Québec devait aller de l'avant et instaurer sa propre semaine dédiée à la reconnaissance, à la valorisation ainsi qu'à la promotion de l'éducation et de la formation des adultes. Il a aussi été spécifié que le but premier de la Semaine québécoise des adultes en formation devait être de stimuler, au sein de la population adulte du Québec, le goût d'apprendre tout au long de la vie, sur le plan tant personnel, social que professionnel. Il a été suggéré que la promotion de l'événement se fasse en deux temps: d'abord, on pourrait, à l'occasion d'un événement médiatique d'envergure nationale, annoncer un concours pour le choix d'un slogan et pour la conception d'une affiche et, plus tard dans l'année, en dévoiler les résultats. De plus, il a été recommandé que la Semaine ait lieu au début du mois d'avril de chaque année, et ce, dès avril 2003. Enfin, il a été demandé que trois journées de l'événement soient consacrées à des activités d'animation sur les thèmes suivants: la

formation en milieu de travail, avec le sous-thème Apprendre tout en travaillant, la formation en milieu scolaire, avec le sous-thème Être étudiant à l'âge adulte, et la formation en milieu socio-communautaire, avec le sous-thème Apprendre dans la vie de tous les jours.

Il faut plus qu'une Semaine québécoise des adultes en formation

Entre 1991 et 1997, il y a eu une baisse importante du nombre d'adultes en formation au Québec: nous sommes passés de 27,5% à 20,6%. Pendant ce temps, en Ontario, on notait plutôt une augmentation de 1,5% (en 1997, le taux de participation était de 30,8%). En Suède, en 1975, 30% de la population adulte participait à des activités de formation, et en 1996, plus d'un adulte sur deux poursuivait sa formation. On note une évolution aussi rapide en Allemagne, où le pourcentage de la population adulte suivant des formations organisées est passé de 22% en 1978 à 50% en 2000¹.

Même s'il a signé la *Déclaration de Hambourg*, qui reconnaît l'importance de la formation dans l'exercice de la citoyenneté, le gouvernement du Québec n'a pas cessé de diminuer son apport financier à l'éducation des adultes et surtout de l'axer de plus en plus sur la formation liée à l'emploi.

En alphabétisation populaire, notre but n'est pas d'alphabétiser à tout prix et encore moins de rendre les gens «employables», mais bien de faire de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture «un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement²».

Les raisons pour lesquelles l'adulte souhaite apprendre à lire et à écrire sont multiples: parfois, c'est pour mieux se débrouiller dans la vie de tous les jours, pour aider ses enfants à faire leurs devoirs, pour effectuer des opérations au guichet automatique, pour prendre le métro, pour ne plus dépendre de sa mère, de son frère, de son voisin, pour rencontrer des gens, pour briser sa solitude ou, tout simplement, «pour le plaisir d'apprendre».

Avec la Semaine québécoise des adultes en formation, il s'agit de donner à la population du Québec le goût d'apprendre tout au long de la vie. Mais d'abord, il faudrait voir à éliminer ce qui l'empêche de se former. Au RGPAQ, nous avons mené une étude maison sur la question en 2000. Il en ressort que les personnes analphabètes sont souvent limitées dans leur droit de s'alphabétiser. Par exemple, les agents de l'aide sociale les obligent à participer à des mesures sans tenir compte de leurs besoins et de leurs choix. Emploi-Québec également limite l'accès à la formation, puisque les besoins de la main-d'œuvre sont prioritaires. Les mesures de soutien, comme le remboursement des frais de transport ou de garde, sont presque inexistantes, ce qui limite encore le choix des adultes et brime leur droit d'apprendre.

Une participation sous conditions

Depuis le début des consultations menées par l'ICEA, le RGPAQ a participé à trois comités: le Comité d'orientation et d'organisation, qui avait pour mandat de définir le contenu de la Semaine québécoise des adultes en formation, la Table de concertation et de consultation des partenaires, qui devait regrouper les forces vives en éducation des adultes au Québec ainsi que donner des avis et faire des suggestions au Comité d'orientation et d'organisation, et le Comité des adultes en formation — dont font partie Louise Whitmore et René Paradis du Comité des participantes et des participants du RGPAQ—, qui avait pour

objectif de trouver la façon de joindre les adultes en formation et de voir à ce que leurs intérêts soient pris en compte dans l'organisation des activités de la Semaine. Il était extrêmement important de participer à la définition du programme de l'événement, non seulement pour faire connaître notre réseau, mais aussi pour donner la parole aux personnes peu alphabétisées.

En mars 2002, nous avons appris que la Semaine aurait lieu en octobre 2002 plutôt qu'en avril 2003, comme il avait été demandé par l'ensemble des partenaires. Notre participation s'en trouvera donc considérablement diminuée, par manque de temps.

Néanmoins, nous verrons tout de même à ce que les adultes en formation, dont bien sûr des membres du Comité des participantes et des participants du RGPAQ, jouent un rôle significatif. Nous plaiderons pour que l'adulte, et non pas les organisations qui le représentent, soit véritablement au centre des préoccupations. Bien évidemment, nous ferons valoir que tant et aussi longtemps que la Semaine aura lieu en octobre, l'investissement des participantes et participants sera réduit au minimum. D'abord, les groupes commencent leurs activités à la fin de septembre, et ensuite, ils accueillent toujours plusieurs nouveaux et nouvelles en début d'année. Or, pour que la participation soit de qualité, pleine et entière, il faut plus qu'un ou deux mois de travail!

Nous croirons en cette Semaine québécoise des adultes en formation seulement si les principaux acteurs et actrices y sont présents, et cela, du début à la fin.

1. Paul BÉLANGER, *L'économie du savoir appelle une société éducative active*, Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente, UQAM, 2001, 26 p.

2. Comme il est dit dans notre *Déclaration de principes*.